

Burundi : la sécurité s'est "nettement" améliorée selon le ministre Nyamitwe

@rib News, 26/05/2016 - Source Xinhua La sécurité s'est "nettement" améliorée au Burundi une année après l'éclatement d'une nouvelle crise politico-sécuritaire, a déclaré jeudi à Bujumbura Alain-Aimé Nyamitwe (photo), ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale. "Vous conviendrez avec moi, qu'il y a, environ dix à douze mois, certains quartiers de la capitale burundaise, à savoir Bujumbura, étaient le lieu d'une musique particulière tous les soirs", a précisé le ministre Nyamitwe au cours d'une interview accordée à Xinhua en marge d'une séance tenue, huis-clos, avec les membres du corps diplomatique et consulaire accrédités au Burundi au sujet du déroulement du dernier round des pourparlers inter-burundais du 21 au 24 mai à Arusha (Tanzanie).

Le chef de la diplomatie burundaise a fait remarquer qu'au cours des douze derniers mois, il prévalait en permanence, dans ces quartiers (Mutakura, Cibitoke, Ngagara, Jabe, Nyakabiga et Musaga) des crispements des coups de feu et des explosions de grenade. "Cette vie des habitants de Bujumbura, ponctuée par de fréquentes explosions n'existe plus aujourd'hui. A moins que vous soyez sourds, il faut quand même, reconnaître que ce genre de choses ne passe plus", a-t-il affirmé. Selon le ministre Nyamitwe, aujourd'hui il n'existait plus dans ces quartiers des barricades dressées dans les rues, des gens qui obstruent les rues et des jets de pierre qui tombent sur les têtes des passants comme ce fut le cas fin mai de l'année dernière. "Quand bien même il subsiste par ici par là des cas de criminalité, je crois qu'il faut reconnaître, qu'il y a une nette amélioration de la sécurité ; car, les cas de criminalité enregistrés ces derniers temps sont à circonscrire dans leurs propres contextes et ne pas les utiliser comme tant, nécessairement, un reflet de la persistance des ingrédients de la crise, dans la mesure où ça peut être des "cas isolés", a-t-il expliqué. Il a déploré au passage le récent assassinat du colonel Lucien Rufyiri, un officier supérieur burundais retraité, qui vient d'être abattu par des hommes armés non identifiés devant sa résidence en zone urbaine de Ngagara (nord de Bujumbura) dans la commune de Ntakangwa. Sinon, a-t-il nuancé, il existe par ici par là à travers le monde des pays "connus tant en bonne sécurité", où on enregistre néanmoins beaucoup plus de gens qui meurent par jour alors qu'ils ne sont pas en situation de conflits. "C'est pourquoi, à notre niveau, nous réunissons actuellement un certain nombre de paramètres, qui nous permet, d'affirmer, que la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée au Burundi, surtout dans la ville de Bujumbura", a-t-il martelé. Le ministre Nyamitwe a souligné qu'en revanche, la situation sécuritaire est restée au beau fixe sur une large portion de l'arrière-pays pour n'avoir pas été affectée par des manifestations "maillées de violences" qui ont frappé certaines localités urbaines de Bujumbura depuis fin avril 2015. Ces progrès enregistrés en matière sécuritaire sont déjà reconnus par des commissaires des hautes instances internationales, a-t-il souligné en citant notamment les visites effectuées au Burundi au dernier trimestre 2015 par des commissaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'Union Africaine (UA). Le ministre a rencontré des ambassadeurs au Burundi et des représentants d'organisations internationales, pour les rassurer sur la progression de la situation de sécurité. Cette réunion visait à discuter des questions politiques, sociales et de sécurité au Burundi, a déclaré M. Nyamitwe, ajoutant qu'il était devenu une habitude pour le gouvernement de mener régulièrement des réunions avec des diplomates et représentants d'organisations internationales travaillant au Burundi pour discuter des questions actuelles dans le pays. Il a dit les avoir informés de la situation actuelle du dialogue intra-Burundais, au niveau intérieur et extérieur, ainsi que de la nouvelle réglementation qui impose aux entités locales et internationales d'observer des comptes en devises de les déposer de banques commerciales vers la banque centrale du Burundi (BRB). Une séance de consultations de quatre jours visant à mettre fin à la crise qui dure depuis un an au Burundi s'est achevée mardi à Arusha en Tanzanie. Toutefois, certains dirigeants d'oppositions qui étaient invités à cette réunion l'ont boycotté, même si le médiateur de la crise burundaise et ex-président tanzanien Benjamin Mkapa avait promis de les rencontrer avant la prochaine session de discussions prévue le mois prochain. Le Burundi est secoué par des turbulences politiques depuis avril 2015 lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il briguerait un troisième mandat. Cette candidature a soulevé une levée de boucliers de l'opposition et de groupes de la société civile, provoquant une vague de manifestations, des violences et même un coup d'État avorté le 13 mai 2015. Plus de 451 personnes auraient été tuées depuis, et 270.000 autres se sont réfugiées dans les pays voisins, selon des informations.